

LE CHIFFRE

1 553

Selon l'agence de travail en intérim Randstad, le salaire mensuel moyen brut d'un non cadre en Languedoc-Roussillon s'établissait à 1 553 € au premier semestre 2014, soit une hausse de 1,8 % en un an, légèrement supérieure à la hausse nationale qui était de 1,25 %.

LE RASSEMBLEMENT

Pour Rémi Fraisse

Après Carcassonne, Perpignan, Nîmes et Sète, un nouveau rassemblement en hommage à Rémi Fraisse, mort le week-end dernier sur le site du projet de barrage de Sivens, touché par un explosif, est organisé à Montpellier, samedi 1^{er} novembre à 15 h, place de la Comédie à l'appel d'organisations comme la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, EELV,...



Photo AFP

LE SOMMELIER

Il remettra le couvert

Sommelier de la Table Saint-Crescent, à Narbonne, Michael Lhéritier, 23 ans, figurait parmi les dix professionnels briguant le titre de Meilleur sommelier de France lors du concours à Beaune. S'il n'a pas atteint la finale remportée par Jonathan Bauer-Monneret (restaurant Spring, à Paris), l'Audois a gagné en expérience. Prêt pour dans deux ans ?

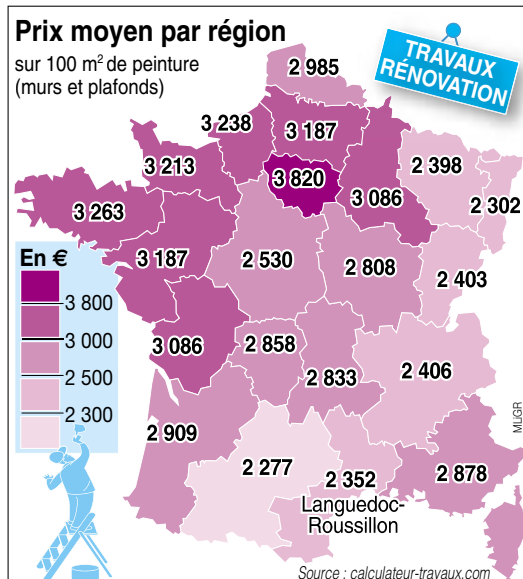


Photo JEAN BERNARD

L'INFOGRAPHIE

Attention travaux

Une étude du site **Calculateur.com** montre que le coût des travaux de rénovation varie beaucoup selon les régions, de la très chère Ile-de-France à l'abordable Midi-Pyrénées. Avec un prix entre 2 300 € et 2 600 € (pour peinture murs et plafonds sur 100 m²), la région se classe parmi les régions les moins disantes.



● LOUPS

Une "causerie sur les loups au Québec" est le premier événement que l'association Gard-Québec organise à Alès. Animée par l'écrivain gardois Bruno-Antoine Pol, elle aura lieu le samedi 15 novembre à partir de 15 h 30 à l'espace André Chamson. Entrée libre



● CUISINE

La finale de la deuxième édition du concours gastronomique organisé par la chaîne Métro et le chef audois Gilles Goujon et s'adressant aux chefs, apprentis et maîtres d'hôtel se déroulera les 3 et 4 novembre à l'école Ferrandi et dans l'entrepôt Métro de Paris-Bercy.



● TOURISME

La 36^e édition du SETT, salon des équipements et techniques du tourisme se tiendra du 4 au 6 novembre au parc des expositions de Montpellier. Ce salon 100 % professionnel réunira plus de 500 exposants. Plus de 13 000 visiteurs venant de l'Europe entière sont attendus.



■ Christiane Taubira a pris place à son arrivée, et avant les discours, entre Jacques Toubon et Jean-Marie Burguburu. PHOTO CHRISTOPHE FORTIN

« Madame la garde des Sceaux, défendez-nous ! »

Barreaux | Invitée à la 6^e convention nationale des avocats, Christiane Taubira a été un peu malmenée et beaucoup applaudie.

Il y a d'abord eu les hommages. Les gentilles phrases bien tournées de bienvenue, les remerciements d'usage pour saluer la présence de Christiane Taubira, ministre de la Justice, ce jeudi matin, à la sixième convention nationale des avocats, qui se tient encore aujourd'hui à Montpellier. Puis, les preuves d'un soutien indéfectible pour les causes nobles que le garde des Sceaux a porté et défendu bec et ongles. Face aussi aux agressions qu'elle a essuyées. « Madame, je vous témoigne la solidarité de tous les avocats de France après les critiques infondées de votre action, du mariage pour tous, de la réforme pénale, en passant par les attaques dont vous avez été victime. »

« On a l'impression que l'on fait le moon-walker ! »

Luc Kirkyacharian, bâtonnier du barreau de Montpellier

On sent de la sincérité dans la voix de tribun de Jean-Marie Burguburu, président du conseil national des Barreaux. Une certaine admiration aussi pour celle qui lui fait face, assise parmi le parterre d'élus, aux côtés de Jacques Toubon, le tout nouveau Défenseur des droits. Mais une fois passé le temps des bonnes grâ-

ces, l'homme sort les griffes. Monte d'un ton. Tout comme son prédécesseur sur l'estrade, Luc Kirkyacharian, bâtonnier du barreau de Montpellier, qui pointe ce qui fâche et lâche, devant l'imbroglio entre Bercy et la place Vendôme sur le dossier des sources de l'aide juridictionnelle: « On a l'impression que l'on fait le moon-walker. Ni nous n'avançons, ni nous ne reculons. Moi, je ne vais pas vous le faire car ma femme dit que je ne sais pas danser. » Car il est là, le principal nerf de la guerre. De la crispation entre la ministre et les robes noires du prétoire: la réforme du financement de l'aide juridictionnelle qu'un rapport, pondu par le député socialiste Jean-Yves Le Bouillonnet, fait entre autres abonder par la participation des barreaux sous forme d'une contribution de solidarité volontaire obligatoire. Plus qu'impensable pour la profession. Christiane Taubira ne veut pas s'imposer par la « brutalité » en l'espèce. Elle le dit. Ce n'est pas dans ses manières. Elle souhaite la concertation et là, on l'applaudit, mais elle alerte. Si on rate le coche, le risque, c'est que le système actuel « continue à s'essouffler, comme le démontrent de nombreux rapports ». Et d'insister: « Vous allez peut-être louper le seul garde des Sceaux qui ose attaquer la réforme de l'aide juridictionnelle ! ». C'est au tour d'Emmanuel Macron, le jeu-

ne ministre de l'Économie du gouvernement Valls II, d'en prendre pour son grade. En cause, son projet d'ouverture des professions réglementées. Avec en prime la suppression de la territorialité de postulation, qui permet aujourd'hui à un avocat de représenter son client devant une juridiction extérieure à son barreau.

Territorialité jusqu'à l'appel ?

« Face à une réforme purement économique que votre collègue de Bercy veut faire passer en force, nous comptons sur votre appui. Madame la ministre, défendez-nous ! », assène Jean-Marie Burguburu. Rien n'est encore décidé, selon la garde des Sceaux, qui souhaite la plus « grande des prudences sur ce sujet-là ». La territorialité a entre autres effets « de maintenir l'ancrage de certains barreaux, donc de garantir l'accès aux droits sur l'ensemble du territoire ». Christiane Taubira affiche d'autres ambitions que son si décrié homologue de Bercy: « J'envisage l'hypothèse d'une territorialité étendue jusqu'à la cour d'appel. C'est vous qui déciderez. Vous me direz. » Les applaudissements furent. Le bruit de pieds qui battent le parterre se fait aussi entendre. Sans compter les clameurs, preuve que la ministre a su rassurer son auditoire.

PATRICIA GUIPPONI
p GUIPPONI@midilibre.com

Un selfie avec Christiane

Ils l'aiment plutôt bien. C'est clair. L'applaudimètre, relevé dans l'immense amphithéâtre du parc des expos, n'avait jamais été aussi haut pour un ministre du gouvernement Valls depuis longtemps. Christiane Taubira fait une entrée fracassante. Des milliers de paires d'yeux scrutent cette femme d'allure élégante, le port droit, juchée sur ses talons aiguilles, la veste bleu turquoise qui dépareille avec les costards et les tailleurs sombres de l'auditoire. Elle est menue, or elle impressionne. Elle sait certes arrondir

les angles mais ne fait pas de langue de bois. Appelle un chat un chat. « Cette femme, comme dirait un de mes clients, elle a des c... ! », lance un avocat du barreau de Paris. Le discours de la dame prend fin. La salle est debout. Conquête en grande partie. Et prête à s'élancer vers son ministre. « Viens, on va faire un selfie avec Christiane ! », crie cette déléguée du Syndicat des avocats de France en enjoignant sa voisine par le bras. Les smartphones sont de sortie. La file d'attente est longue.

Lumière sur Sivens

Le Garde des Sceaux a exprimé toute sa tristesse au regard de la mort de Rémi Fraisse, le jeune manifestant du barrage de Sivens dans le Tarn. « Je pense à son papa, à sa maman. On ne peut pas imaginer comment on fait face à cela ». La ministre a promis que toute la lumière serait faite sur ce drame « comme l'ont dit avant moi le président de la République et le Premier ministre. Mais ça ne ramènera jamais Rémi Fraisse ».

LE RENDEZ-VOUS

Malin et gourmand

Avec « Cuisinez malin et gourmand pour 3 fois rien », le conseil général de l'Hérault propose des ateliers gratuits pour apprendre à cuisiner à faible coût. Premier atelier le mardi 18 novembre à 14 h 15 au Lieu ressource, 101 rue Robert-Fabre à Montpellier, puis tous les mardis jusqu'au 17 février. Cette action s'adresse aux plus modestes. S'inscrire à l'agence de la solidarité Cévennes-Las-Rébès (04 67 87 81 00).